



SEPTEMBRE 2010

[Page 2, Olivier Gebuhrer](#)

Le gang, le squalo et l'équinoxe

[Page 3, droit de suite](#)

Copenhague vs. Cochabamba

[Page 4, Olivier Gebuhrer, Pascal Lederer](#)

La polémique climatique
et la citoyenneté

[Page 5, la saga des SHS](#)

Le plaisir de la bibliographie (1 et 2)

[Page 6, Daniel Steinmetz](#)

Le grand emprunt
ou le miroir aux alouettes

[Pages 7-8, Georges Monsonogo](#)

L'innovation, pour quoi faire ?

[Pages 9-10 Luc Foulquier](#)

Iter : un programme expérimental
sur une autre ressource énergétique

[Pages 11-12, Dina Bacalexi : interview
de Nikos Prantzis](#)

La crise grecque vue de France
ou comment créer des liens

[Page 13](#)

Ailleurs sur la ronde boule...

[Page 14](#)

Vœu de la commission
au Congrès d'étape du PCF

[Page 15](#)

Agenda

[Page 16](#)

Lectures

la citation...

« Tant que l'État se contente des ressources que lui fournissent les pauvres, tant qu'il a assez des subsides que lui assurent avec une régularité mécanique, ceux qui travaillent de leurs mains, il vit heureux, tranquille, honoré; [...] mais dès que ce malheureux État, pressé par le besoin, fait mine de demander de l'argent à ceux qui en ont, et de tirer des riches quelques contributions, on lui fait sentir qu'il commet un odieux attentat, viole tous les droits, manque de respect à la chose sacrée, détruit le commerce et l'industrie et écrase le pauvre en touchant aux riches ».

Anatole France
L'Orme du mail, 1897

défi relevé

Quand l'équipe animatrice de la commission *Enseignement supérieur et recherche* du PCF s'est lancée dans l'aventure de cette publication, le moins qu'on puisse dire est qu'elle se lançait un défi, celui de la continuité ; celui de la diversité des contributrices et contributeurs. Le défi est relevé, essentiellement grâce à notre exigeante et irremplaçable rédactrice en chef, Dina Bacalexi : qu'elle soit ici publiquement remerciée.

Qu'allez vous trouver dans ce N° 3, préparé, il faut le dire, avant la déchirure de cet été meurtrier où Sarkozy et sa bande de Hortefeux à Besson se sont vautrés dans l'ignominie ?

Une très importante contribution de G. Monsonogo sur *L'innovation*; une non moins importante contribution de D. Steinmetz sur le *Grand emprunt* et ses mythes ; un débat sur la crise grecque ; la saga des SHS qui se poursuit ici ; nous n'oublions pas l'urgence climatique ; au début de l'été, C. Allègre tentait une pitoyable justification de ses déclarations antérieures, il n'était pas possible de laisser passer sans réagir, vous trouverez cela – qui serait utilement complété par la lecture du livre de S. Huet *L'Imposateur c'est lui !* – sous le titre *La polémique climatique et la citoyenneté*. Celles et ceux d'entre vous qui sont passionnés de nucléaire (et les autres) trouveront un article documenté sur ITER sous la plume de L. Foulquier ; et toutes les rubriques habituelles.

Avant de conclure par **LE** rendez vous politique de cette rentrée sous haute tension, insistons ici sur un livre qui vient de paraître, de notre camarade et ami P. Sindic, *Urgences planétaires*, aux éditions Le temps des cerises; il sera difficile d'aborder les questions centrales des deux années à venir sans l'avoir lu .

Nous vous donnons rendez vous à la Fête de l'Humanité dont tout laisse à penser qu'après les mobilisations du 4 et du 7, elle sera un cru d'exception !

Olivier Gebuhrer

rendez-vous



deux débats

des animations scientifiques

une librairie de vulgarisation scientifique

voir page 15

«**J**uste, nécessaire, équitable » : ainsi passe, soir après soir, sur nos écrans de télévision, le refrain dérisoire du Fouquet's Gang démasqué. Il n'importe pas de savoir si oui ou non Éric Woerth a trempé sa main dans la confiture Bettencourt ; ce qui compte, ce qui est maintenant patent, c'est que ce gang déguisé en gouvernement de la France est consanguin aux intérêts financiers les plus puissants d'Europe, voire de la planète. Pas un de ces personnages ne rachète l'autre. Les entendre dire qu'ils incarnent l'intérêt général serait maintenant objet de risée si ce n'était tragique. N'épilouons pas sur leur terrible jeu de rôle : ce n'est pas « la rigueur » (si Fillon vous le dit...), mais « la ri-lance » (Lagarde) ; et Baroin d'affirmer, en point d'orgue : « le mot rigueur ne me fait pas peur ». **Alors que s'abat sur tout le monde du travail une grêle de mesures de régression sociale jamais vues depuis la Libération**, la « distinguée » Madame Lagarde s'écrie « pas touche au CIR ! », voilà 4 milliards d'euros pour le Nasdaq. Dans ce contexte, toujours à l'affût, l'intolérable Le Pen entonne le refrain « tous pourris ! » mais surtout, surtout, ne dit mot de la réforme des retraites dont le ministre en exercice est évidemment disqualifié.

Tout ce petit monde doit être chassé de l'échiquier politique français au plus vite. Oui, au plus vite, mais pas n'importe comment. Aucun remaniement conduit sous la houlette du chef de gang ne lui permettra de retrouver la confiance sans laquelle gouverner est impossible.



Pendant que le *Fouquet's Gang* poursuit sa politique misérable avec détermination mais pas sans aller au devant de problèmes majeurs, on voit le squalo à la curée : Mme Parisot, réélue par un vote brejnévien à la tête du MEDEF, tient à honneur d'être l'initiatrice de la réforme des retraites. Elle salue ce gouvernement et le dit très fort, mais son appétit ne s'arrête pas là : elle entend faire en sorte que la question des retraites soit suivie aussitôt du « règlement » de l'assurance maladie. On dira, non sans quelque apparence de raison, que, peut-être, il faut nuancer le propos. À faire du MEDEF dans sa globalité un nouveau monstre assoiffé des finances publiques et de la baisse du coût du travail, on passerait à côté des craquements qui s'y font jour. Le quotidien *La Croix*, ce n'est pas si fréquent, publie en tribune libre les pensées d'un jeune dirigeant d'entreprise qui s'exclame : « le MEDEF ne peut plus revendiquer en tout et pour tout l'abaissement des charges sociales dont il a fait depuis l'avènement de Sarkozy son unique feuille de route ». Las, ce qu'il propose montre au mieux un bégaïement « social ». Votre fille est muette de la finance, du capital financier ; débrouillez-vous avec ça. **Notre pays a décidément rendez-vous avec un tout autre programme.**

Mutatis mutandis, la politique européenne est également au diapason de la rigueur : elle entend que ce soient les peuples qui paient la crise systémique et pour cela la méthode s'apparente à la « Stratégie du Choc » décrite par Naomi Klein. Il est à croire que celle-ci commence à rencontrer de sérieux cactus. Quant à la situation de la planète, la catastrophe du Golfe du Mexique devrait suffire à faire la preuve que **les questions du climat, de l'écosystème s'entrelacent de façon déterminante avec la question de la crise systémique du capitalisme** : on ne pourra pas donc prétendre traiter les unes en laissant dans l'ombre ou au second plan l'autre. Plus que jamais le mot de Hugo Chavez est à l'ordre du jour : « Ne pas changer le climat, changer le système ! »

Entre le moment où ces lignes sont écrites et celui où vous les lirez, bien des événements sont venus accroître les interrogations, les inquiétudes, les souffrances en France et en Europe. Comme nous nous y attendions, l'été a apporté au panorama déjà lourd des pages qui défigurent le visage de notre pays ; **le 4 septembre sera l'heure de la première riposte de masse à la xénophobie et au racisme d'État** promu, comme hier, par ceux et celles qui n'ont toujours avalé ni la Résistance, ni le programme du CNR, ni même la Révolution française ou les Lumières.

Mais venons-en à l'avenir, au le flot de l'Équinoxe qui monte. C'est de lui que nous allons parler à présent.

Préparer la relève à gauche est maintenant l'urgence politique. Une relève qui ne peut en aucun cas refaire ce qui a déjà eu lieu et qui a sombré corps et biens. Une relève qui a l'obligation de réussir. Si son horizon est trop timoré, trop étroit, trop limité, cette fois-ci il ne pourra y avoir de seconde chance : la gauche, dans toutes ses composantes, serait balayée pour très longtemps. **Briser certains ressorts du capital est donc devenu incontournable.** Porter des coups au capitalisme en vue de l'affaiblir pour pouvoir le frapper à nouveau sans lui laisser la possibilité de recourir à des solutions qui briseraient les reins du mouvement social et démocratique : voilà à quoi réfléchissent les communistes.

Pour cela, **le PCF, dans le cadre du Front de gauche à l'élargissement populaire duquel il travaille**, entend dès à présent s'associer à, ou proposer diverses initiatives importantes ; en novembre, il prendra sa part d'une réunion d'intellectuels, syndicalistes, responsables politiques pour débattre en public sur deux jours de la question suivante : quelles sont les mesures que doit prendre un gouvernement de gauche pour réussir ? Puis il tiendra plusieurs conventions publiques sur des questions névralgiques dans le courant de 2011. **La question de l'appropriation collective des savoirs y aura une place de choix.**

Mais rien de tout ceci ne peut se substituer aux espaces publics et populaires dont il prendra l'initiative avec ses partenaires du Front de gauche les **10, 11 et 12 septembre à la Fête de l'Humanité**. Chacune et chacun trouvera dans ces espaces politiques publics de proximité la possibilité de s'investir à sa manière dans la construction d'une politique de gauche offensive décidée à ne pas sombrer dans le renoncement dès les premières escarmouches.

Préparer 2012 en faisant de la question des contenus une question centrale, construite en commun ne suffit pas : **préparer 2012 ne peut s'imaginer en restant l'arme au pied** devant les contre-réformes en cours ou en préparation ; à son Congrès de juin, le PCF a proposé à toutes celles et ceux qui veulent agir et agissent dès à présent de ne laisser à la politique de Sarkozy aucune place pour le moindre pas en avant. C'est évidemment le cas de la « réforme » des retraites. La proposition de loi déposée en juillet dernier par les députés du Front de Gauche à l'Assemblée nationale et dont on lira les 12 articles à l'adresse <http://www.onnebatpasenretraite.fr/?q=content/les-12-articles-de-la-loi-pcf-pg-sur-le-financement-de-la-retraite> peut servir de tremplin politique aux luttes qui vont s'amplifier à partir du 7 septembre. Il en est de même pour la démolition de la démocratie territoriale : le pouvoir peut ici aussi enregistrer des défaites ; il peut être battu. Si cette attitude prévaut sur tous les sujets, non seulement la victoire de la gauche en 2012 serait assurée, mais la place serait libre dans les esprits de nos concitoyennes et concitoyens pour d'autres idées que le « juste, nécessaire et équitable » du *gang du Fouquet's*.

Nous vous y convions.



Copenhague vs. Cochabamba

Dans le précédent numéro de notre journal, l'article de Claude Seureau sur la conférence de Copenhague annonçait la tenue à Cochabamba (20-22.04.2010) de la **Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère**. Sa principale innovation était la prise en compte de ces droits ainsi que des causes structurelles de la situation environnementale actuelle qui risque d'empirer dans l'avenir. Une comparaison entre

les documents sortis de chacune des deux conférences nous conduit à réfléchir sur les visions différentes de l'urgence climatique, qui, décidément, est loin de constituer un sujet à exploitation électorale immédiate. Comparaison détaillée à l'adresse : <http://cmpcc.org/2010/06/16/comparacion-entre-el-acuerdo-de-los-pueblos-y-el-entendimiento-de-copenhague/> - more-2230

En voici des extraits caractéristiques.

La « dette climatique » (uniquement dans l'accord des peuples)

Les pays développés ont une dette envers les pays en développement, envers la terre mère et les générations futures. Cette dette comprend la restitution de l'espace atmosphérique qui a été occupé par les gaz à effet de serre affectant les pays voisins ; la reconnaissance des droits de la Terre Mère par une déclaration de l'ONU ; la reconnaissance des migrants climatiques ; la compensation des dépenses engagées par les pays en développement pour venir à bout des conséquences du changement provoqué par l'impact des agissements des pays développés sur le climat.

Le financement

Cochabamba : il soit être supérieur aux dépenses de défense et de sécurité des pays développés ; atteindre 6% de leur PNB ; provenir de fonds publics, non du marché de carbone ; lié à l'Aide Publique au développement.

Copenhague : près de 30 milliards de \$ pour la période 2010-2012 (c'est-à-dire 0,005% du PNB annuel des pays développés) ; 100 milliards de \$ pour 2020 (0,05% du PNB des pays développés) afin d'aider les pays en développement ; près de 50% des ressources proviendront du marché de carbone.

Le transfert de technologie

Cochabamba : instauration d'un mécanisme multilatéral et pluridisciplinaire qui garantisse le transfert de technologie libre de droits de propriété.

Copenhague : instauration d'un mécanisme de transfert de technologie, mais sans mention de la nécessité de changer les règles de la propriété intellectuelle.

Un référendum mondial (uniquement dans l'accord des peuples)

Pour que les peuples décident eux-mêmes de la politique à mener sur cette question d'importance vitale pour le futur de l'humanité et de la Terre Mère.

Les droits de la Terre Mère (uniquement dans l'accord des peuples)

Défendre les droits de la Terre Mère signifie défendre aussi ceux des humains, mais reconnaître que, dans un système interdépendant, ils ne sont pas les seuls à avoir des droits tels que la régénération, le maintien de l'intégrité, le droit à une vie sans pollution, en harmonie avec la nature...

Les causes structurelles (uniquement dans l'accord des peuples)

Elles sont liées au système capitaliste axé sur l'obtention d'un maximum de profit et sur l'exploitation et la marchandisation de la nature.



Après avoir déversé dans les médias des propos aussi venimeux qu'enflammés à l'encontre de toute une communauté scientifique, Claude Allègre découvrit soudain la vertu du calme et de la sérénité. À l'évidence, le « débat » scientifique va se poursuivre. C. Allègre ne peut pas « s'excuser » lui-même des falsifications dont il est l'auteur : pour le millième de ce qu'il s'est permis, un doctorant se serait vu dégrader sur le front des troupes avec procédure expéditive. Cependant, ce n'est pas sur cet aspect-là que nous nous étendrons. Le débat est beaucoup trop important pour que toute citoyenne et tout citoyen ne s'y sente impliqué. Comment s'y retrouver ? Celles et ceux qui ne sont ni de près ni de loin des scientifiques ont à la fois le droit de savoir et le devoir de former un jugement qui ne peut en aucun cas se réduire (ni peut-être se référer) à un « principe de précaution » à géométrie variable semant la crainte de tout ce qui bouge : avec ce principe, jamais un chemin de fer n'eût vu le jour.

Il faut absolument examiner en détail les derniers propos de C. Allègre pour y voir plus clair. Pourquoi ? La réponse est dans son propos : « même si c'est difficile d'admettre les critiques venant de l'extérieur ils [les climatologues] doivent les entendre ». Il a raison. C'est ainsi en effet que l'on peut voir où il veut en venir : « car le second terme du débat est politique », dit-il ; « le climat variant peut-être de 2 ou 3°C dans un siècle est-il la première priorité de la planète ? Ne faut-il pas se préoccuper d'abord du problème de l'eau et de la faim dans le monde, du chômage et de la crise financière en Europe ? [...] Les dix enfants qui meurent en Afrique chaque minute du manque d'eau et de la faim ont plus besoin d'attention que l'état du climat dans un siècle ! ». Devant pareille « évidence », on doit s'agenouiller. Le problème est que si les prévisions du GIEC (qui ne sont pas présentées comme des certitudes mais des possibles raisonnables) sont sérieuses, il est clair qu'agir dans un siècle sera trop tard ; les implications sociales et humaines d'un désastre généralisé concernant le climat ne peuvent en aucune façon être contrées lorsque celui-ci se produit, s'il se produit ; le temps climatique n'est pas le temps humain. Cela ne peut échapper à Claude Allègre. Cela n'a d'ailleurs RIEN à voir avec le « principe de précaution ».

Le second problème est qu'entre les développements climatiques anthropiques, la faim dans le monde, le chômage et même la crise (que C. Allègre est à peu près le seul aujourd'hui à baptiser financière et à réduire à sa dimension européenne), il y a un lien sérieux. Des économistes éloignés de notre horizon idéologique tels que Joseph Stiglitz et Paul Krugman (le fait qu'il soient tous deux prix Nobel n'ajoute rien à leur propos ; mais, outre que ce ne sont pas les premiers venus, ils n'oppo-

sent pas, à l'instar de C. Allègre, mais relie l'économie qualitative à l'économie mathématique) donnent à ces différents aspects d'une même réalité des noms distincts mais voisins. Le premier parle du « triomphe de la cupidité », le second voit dans l'origine des « crises » de ces 20 dernières années un syndrome du capitalisme qu'il est urgent de « modifier en profondeur ».

Dissocier les différents symptômes de la crise systémique du capitalisme permet d'abord d'innocenter ses principaux responsables. Or si les décisions politiques renforcent des tendances latentes au lieu de les contrer, il devient fondamental de le dire avec clarté et douteux de le taire. Ensuite, c'est bien pis, cette dissociation empêche toute vision globale des choix politiques à mettre en œuvre dès à présent et sans attendre ; elle exclut du champ de vision les limites historiques d'un système devenu mondial. La désertification du Sahel a des conséquences sur la « faim de l'Afrique », même si ce n'est pas sa seule cause. Prétendre que le « triomphe de la cupidité » et ses conséquences climatiques n'y jouent aucun rôle est donc déraisonnable. C. Allègre ne s'y risque pas, mais il oblitère les liens entre les différents facteurs qui tous ont trait aux choix de civilisation. Quant à l'eau, comment le possible réchauffement climatique pourrait-il être sans conséquence sur sa raréfaction ? Nous pourrions poursuivre indéfiniment, mais ces exemples suffisent. C. Allègre sait qu'il y a doute et doute... Le doute scientifique est créateur ; il fuit le tapage médiatique. À l'évidence, ce doute-là n'est pas celui de Monsieur Allègre. De son doute, le capitalisme et les forces qui s'y arc-boutent sortent innocentes par défaut. Résumons : le plaidoyer « scientifique » de Claude Allègre lui vaudra ce qu'il mérite ; mais son plaidoyer politique, c'est-à-dire celui auquel tout(e) citoyen(ne) a le pouvoir et le devoir de s'impliquer, botte en touche sur « l'innovation », tandis qu'il fait l'impasse sur le capitalisme et la nécessité d'en sortir par le haut, mondialement ; il fait l'impasse sur les responsabilités politiques et, pire encore, demande aux scientifiques de s'exonérer de leur responsabilité propre en taisant les conclusions auxquelles ils parviennent. Monsieur Allègre exige le retour à la « tour d'ivoire ». Ce faisant, il ferme toute perspective au débat citoyen lequel demande, nous en convenons, des instances et pratiques nouvelles : celles d'une démocratie dont l'élément moteur soit le développement des capacités humaines.

De cette démocratie, à laquelle Monsieur Allègre a montré, à sa façon, lorsqu'il était ministre d'un gouvernement « de gauche », l'importance qu'il attache, le capitalisme, quel que soit son avatar, montre qu'il est incapable. Par conséquent, c'est prioritairement là qu'il est utile de concentrer notre réflexion.



Au précédent numéro de notre journal, l'article de Marine Rousillon et l'interview de Philippe Büttgen soulevaient une question insidieusement posée ces derniers temps sur « l'utilité » des SHS : véritables domaines du savoir, donc de la recherche et de l'enseignement, ou bien réservoir de futurs managers « bien prisés » par les DRH à cause de leur grande culture

générale et de leur esprit bien tourné ? Une question à laquelle nous répondrons avec une série de témoignages de nos collègues de disciplines, de formation, de parcours divers, mais tous animés par la même volonté : faire vivre ces métiers solidement ancrés dans le paysage scientifique d'aujourd'hui, au sein du CNRS et des universités.

le plaisir de la bibliographie (1)

par Julie Giovacchini

Je suis bibliographe. Métier relativement peu courant, technique et d'un abord austère pour le néophyte ; et pourtant, il séduit chaque jour l'épicurienne que je suis. Je travaille pour une revue scientifique internationale, *L'Année philologique*, qui a pour vocation de recenser et de décrire l'ensemble des publications concernant le très large domaine de l'Antiquité classique. Mon travail intéresse donc une vaste communauté scientifique, qui utilise cette revue comme l'un de ses principaux outils de travail. On peut en effet considérer que toute recherche dans les domaines de la philosophie antique, des lettres classiques, de la linguistique grecque ou latine, de l'épigraphie, de l'archéologie, suppose un très lourd travail préalable de bibliographie – et qu'à ce titre, la consultation de *L'Année philologique* est pour tout chercheur un passage obligé. Mon activité principale consiste donc à dépouiller revues et recueils en différentes langues, en décrivant soigneusement les différents articles, en les résumant et en les insérant dans différents index. Les fiches ainsi réalisées s'intègrent dans une base de données dont l'export donnera lieu, une fois l'an, à la fabrication d'un épais volume de plus de deux mille pages. L'équipe à laquelle j'appartiens se charge de plus elle-même de l'édition du volume, c'est-à-dire de la révision finale de l'ensemble des fiches ainsi que de la mise en page. En tant qu'équipe responsable du projet international de *L'Année philologique*, nous sommes amenés à superviser non seulement le travail de la rédaction parisienne, mais aussi celui des différentes équipes étrangères qui contribuent à la constitution de la base de données. Ce qui suppose de notre part de pouvoir réviser des fiches rédigées en quatre langues en plus du français : espagnol, italien, allemand, anglais. De plus, de par la nature même du domaine couvert, nous sommes bien sûr tous hellénistes et latinistes. Mon parcours est très classique :

après une agrégation de philosophie, j'ai préparé un doctorat de philosophie antique, consacré à la philosophie épicurienne. Je me suis également intéressée de près à l'histoire de la médecine grecque et latine : je suis ainsi devenue une bonne spécialiste de la pensée hellénistique et de l'histoire des concepts médicaux. Après ma soutenance de thèse, j'ai fait face, comme tous les jeunes chercheurs de ma génération, à la pénurie de postes universitaires qui frappe si cruellement les disciplines littéraires, et les humanités en particulier. La philosophie antique voit chaque année une bonne centaine de candidats docteurs se battre pour un, deux, exceptionnellement trois postes sur toute la France... J'ai donc rejoint pour quelques années l'enseignement secondaire en tant que professeur agrégé de philosophie, puis j'ai eu la chance d'obtenir une pension de la Fondation Thiers qui m'a permis de poursuivre pendant encore deux ans mes recherches. En 2009, enfin, j'ai rejoint l'équipe de l'Aph. Mon métier de bibliographe me permet d'exploiter de façon complète les différentes compétences, aussi bien scientifiques que techniques, que j'ai pu acquérir pendant mes années de formation. Je trouve particulièrement gratifiant de pouvoir aborder l'univers de la recherche par le prisme de la bibliographie, et de participer ainsi à l'élaboration d'un outil de travail de référence pour la communauté à laquelle j'appartiens. Je continue d'autre part à mener des recherches sur la philosophie de l'antiquité, ce qui me permet d'actualiser très régulièrement mes connaissances et donc d'être efficace dans le dépouillement des périodiques qui concernent mes différentes spécialités en tant que chercheuse. Oui, la bibliographie scientifique est bien un plaisir, en même temps qu'un métier qui me permet de trouver ma place dans l'échiquier des savoirs et de contribuer, à mon niveau, à son perfectionnement permanent.

le plaisir de la bibliographie (2)

par Sébastien Grignon

J'ai été recruté à *L'Année Philologique* (Aph) en décembre 2007, après une expérience assez longue dans l'enseignement secondaire. Il y forcément une petite part de hasard conjoncturel dans un changement de poste comme celui-ci : dans mon cas, c'est sur les conseils éclairés d'un ami universitaire que je me suis présenté au concours de recrutement d'« Ingénieur de recherche en analyses de sources anciennes » ouvert par l'UPR 76 du CNRS.

Cependant, sur le fond, l'orientation professionnelle qui est désormais la mienne depuis près de trois ans ne doit pas grand-chose au hasard : le cursus que j'ai suivi (agrégation de grammaire, doctorat en patristique grecque, formation en ecdotique et paléographie grecques) me destinait comme naturellement à travailler dans la recherche en sciences de l'Antiquité. Attention, naturellement ne signifie pas facilement : les postes sont rares et les places sont chères.

Toujours est-il que cette dichotomie dans la formation (concours généraliste et travail de recherche spécialisé) correspond assez bien, si l'on y regarde de près, aux exigences de notre métier de bibliographe. Collaborer à la « Bibliographie critique et analytique de l'Antiquité gréco-latine », pour reprendre le sous-titre officiel de l'Aph, demande en effet deux

ordres de compétences complémentaires : d'un côté une bonne connaissance générale de l'Antiquité classique dans ses aspects linguistiques, historiques et culturels ; de l'autre une maîtrise approfondie des méthodes actuelles en sciences de l'Antiquité fondée sur une pratique personnelle de la recherche disciplinaire.

Tous les membres de notre équipe sont amenés, de près ou de loin, à dépouiller des publications qui concernent non seulement leur spécialité de recherche, mais aussi des disciplines ou des problématiques qui en sont parfois assez éloignées. Entrer dans la démarche scientifique d'une publication en sciences de l'Antiquité qui ne touche pas directement à notre domaine nous demande donc d'articuler finement ces deux aptitudes. Une bibliographie comme la nôtre n'est pas une compilation qui se contente d'aligner des titres, mais le résultat d'un travail de dépouillement réalisé de première main par des ingénieurs qui sont à la fois, répétons-le, dépositaires d'une solide formation généraliste dans le domaine de l'Antiquité gréco-latine et acteurs d'une recherche spécialisée de haut niveau : c'est à ce prix notre bibliographie est encore à ce jour, après de nombreuses décennies de parution (depuis 1929 !), une référence internationale dans nos disciplines.



ou le miroir aux alouettes

.....par Daniel Steinmetz, secrétaire général du SNTRS-CGT

Les alouettes, volatiles qui ne brillent pas par l'esprit, sont éblouies par les reflets du miroir et, après s'être fait piéger, finissent en pâté. Actuellement, **si une petite partie de la communauté scientifique semble aussi éblouie par le grand emprunt que les alouettes par le miroir, nombreux sont ceux qui préparent leurs réponses aux appels d'offre, sans illusions, mais contraints par les besoins de financement** de leur laboratoire ou université. Pourtant, il y aurait matière à réflexion.

Les 100 milliards du projet Juppé-Rocard se sont transformés en 35 milliards dont 21,9 milliards relèvent du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette somme peut, de prime abord, sembler considérable, puisque du même ordre de grandeur que les 23 milliards du budget annuel que l'État consacre à la MIRE (mission interministérielle de la recherche et de l'enseignement supérieur). **Mais les laboratoires et les universités ne profiteront que d'une petite fraction de cette somme, pour l'essentiel les intérêts des placements.** Le montage financier est compliqué. L'État emprunte auprès des marchés à un taux voisin de 2,5% ; il distribue une petite partie des 21,9 milliards en crédits consommables et confie 17,7 milliards à l'ANR (Agence Nationale de la recherche) qui les placera auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au taux de 3,5%. Ce seront les intérêts de ces placements qui seront distribués aux lauréats. La seule opération qui échappe à cette logique est le plateau de Saclay pour lequel le milliard d'euros du grand emprunt sera totalement consommable.

Le montage financier rompt avec le financement sur impôt par l'intermédiaire du budget de l'État et se veut conforme aux critères de Maastricht. L'Élysée a déjà déclaré le 14 décembre 2009 que les intérêts payés par l'État seront compensés par une réduction des dépenses courantes. Quant au placement en capital, il n'augmentera pas la dette de l'État. Seule la crise financière a empêché le tandem Juppé-Rocard et le gouvernement de financer des fondations universitaires « à l'américaine » et de laisser les universités boursicoter. Les lourdes pertes boursières des universités anglo-américaines expliquent le choix des règles de prudence pour les placements à la Caisse des Dépôts.

Au delà des gargarismes permanents autour de l'excellence, l'ensemble des projets du grand emprunt vont vers la mise en place de 5 à 10 grands sites universitaires. Ceux-ci seront dotés de 7,7 milliards en capital courant 2011, dans une opération baptisée « initiative d'excellence » qui finalisera et « emboîtera » l'ensemble des appels d'offres du grand emprunt. Cette logique de concentration sur quelques sites, qui inspire l'ensemble des appels d'offre, va **appauvrir des dizaines de régions réputées non prioritaires.** Il est temps de poser au niveau politique cette **question essentielle de l'aménagement équilibré du territoire.** On avance de plus en

plus clairement vers un système universitaire à deux vitesses. Il n'y aura pas plus de 5 IHU (Instituts hospitalo-universitaires), pas plus d'une dizaine de SATT (sociétés d'accélération du transfert de technologies) et pas plus de 4 à 6 IRT (Instituts de recherche technologiques).

Les appels d'offre LABEX (Laboratoires d'Excellence) sont l'exemple type du pilotage par l'intermédiaire de commissions ad hoc qui sélectionneront sur les critères que le gouvernement impose. Un milliard d'euros sera distribué en deux tranches, mais seuls 100 millions seront consommables, le reste sera placé par l'intermédiaire de l'ANR et rapportera environ 30 millions par an qui seront distribués aux lauréats pendant 10 ans. Alors deux questions se posent : combien de lauréats et pourquoi ces procédures. Les lauréats risquent d'être peu nombreux, car le ministère est critique vis-à-vis de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) qui a distribué trop de labels « A+ ». La réponse au « pourquoi » est à trouver dans **la logique même du système. Aucun financement n'échappe à la règle de mise en concurrence, ni à la volonté de liquider petit à petit les organismes de recherche et leurs prérogatives.** Le CNRS, l'INRA et les autres EPST finançaient jusqu'à présent les labos, ainsi que les équipements mi-lourds. Maintenant, LABEX financera une partie des labos, tandis que le projet EQUIPEX financera les équipements mi-lourds. Il faut rappeler que depuis plusieurs années le CNRS n'a plus la capacité budgétaire de financer ces appareils. C'est la suite de l'agonie des EPST qui est programmée.

Tous les projets devront mettre en évidence leur capacité à faire du retour sur investissement : prouver les liens avec le tissu économique local est quasi obligatoire avec, si possible, une coopération avec les pôles de compétitivité.

Les appels à projets vont également permettre le recrutement de personnels sur statut temporaire, **accentuant encore plus la politique de précarisation de l'emploi** mise en œuvre depuis de nombreuses années. Les 50 000 précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche recensés par l'intersyndicale, (cf. site www.precarite-esr.org), vont trouver bien saumâtre ce grand emprunt.

Le grand emprunt est le dernier maillon d'un projet global qui vise à piloter la recherche, l'assujettir aux intérêts immédiats des grands groupes, détruire les garanties statutaires des personnels et individualiser les rémunérations. La casse de toutes les solidarités du milieu pour les remplacer par la mise en compétition générale, **la volonté de faire disparaître les laboratoires pour les remplacer par des équipes vivant le temps d'un projet exigeant une riposte politique claire et de vrais contre-projets.**



pour quoi faire ?

..... par Georges Monsonego

Les Conseils européens de Lisbonne en 2000 et de Barcelone en 2002 se sont donné pour objectif de faire d'ici 2010 de l'Union européenne (UE) l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde.

Pour y parvenir, l'UE se proposait d'atteindre d'ici 2010 une dépense de Recherche-Développement (R & D) représentant 3% du PIB, dont 2% pour les entreprises privées. Cette orientation s'appuie sur un schéma classique, linéaire et séquentiel dans le temps : les **recherches** menées dans les laboratoires débouchent sur des **découvertes** qui peuvent donner lieu à des **inventions** se traduisant éventuellement par des **brevets** à partir desquels peuvent naître des **innovations**. D'où la séquence : recherche fondamentale -> recherche appliquée -> R & D, chacun de ces secteurs correspondant à des professions différentes. Par « innovations », au sens de l'UE, il faut entendre des produits ou procédés nouveaux ayant un marché avec une *rentabilité maximale*.

Que constate-t-on aujourd'hui ? Une restructuration profonde de la recherche publique permettant son pilotage sur des critères purement financiers, avec toutes les conséquences actuellement vécues par les chercheurs, en particulier la baisse des budgets et le remplacement progressif du salariat par le précaire. Du côté des entreprises privées, le déclin industriel s'accroît en France avec une perte d'emplois industriels de 2 millions sur la période 1980-2008. L'intensité de l'effort de R & D des entreprises dans l'UE stagne depuis 10 ans à un niveau de 0,9% du PIB (en France il est de 1%). La France est le pays où les aides de l'État aux entreprises privées (surtout les plus grandes) sont les plus élevées. Sur la période 2002-2007, ces aides ont atteint 1,7 milliards d'euros dont **seulement un tiers a été réinvesti en dépenses de R & D** (où sont passés les deux autres tiers ?). Mais aucune innovation importante n'en a résulté et le taux de survie des entreprises est de 50% quatre ans après leur création, alors qu'aux USA il est de 60% environ.

Il peut être plus rentable financièrement de ne pas investir en R & D et de délocaliser des usines, rejetant du même coup le traitement des déchets industriels dans les pays les moins capables de les traiter et aggravant ainsi les problèmes environnementaux. Les mêmes raisons de rentabilité dans ce contexte libéral de guerre économique acharnée peuvent amener le patronat à renoncer délibérément à la modernisation d'une filière industrielle ; c'est le cas

par exemple de la filière textile en France, qui a été quasi totalement délocalisée dans des pays à très bas coût de main d'œuvre avec utilisation de procédés traditionnels de production de ces pays. **Aucun des objectifs fixés par le processus de Lisbonne n'a été atteint et ne peut d'ailleurs être atteint dans le cadre capitaliste où les choix scientifiques et techniques se font et se défont « à la Corbeille »**, comme aurait dit de Gaulle. L'échec de ce processus européen, qui s'accompagne d'un gaspillage énorme de crédits publics, sert d'alibi pour le démantèlement actuel de la recherche publique et du système éducatif.

En fait, mener une politique industrielle fondée sur l'innovation suppose de se doter au préalable d'une stratégie industrielle qui nécessite des coopérations et des partenariats sur le long terme et qui est donc incompatible avec les règles du libéralisme. Pour aller plus loin, il faut prendre en compte qu'en réalité **les processus menant à l'innovation ne sont pas linéaires : recherche fondamentale, recherche appliquée, recherche technologique, qu'elles soient publiques ou privées, sont étroitement interdépendantes, chacun de ces segments devant garder néanmoins des degrés de liberté**. Cet ensemble constitue ce qu'on pourrait appeler un système d'innovation (SI), lui-même étroitement couplé au système éducatif (SE). Un exemple parmi d'autres est celui de la construction des grands accélérateurs de particules.

Mais ce système (SI) est en crise, crise qui est le reflet de la crise générale du capitalisme à un niveau non réformable : crise des marchés, crise de la production et des services, crise du travail, crise de la morale publique, crise du système éducatif, crise de la représentation politique, crise écologique, etc.

Ce système, bien qu'ayant une certaine autonomie, dépend de la société, de ses institutions, des politiques menées dans les domaines économiques, sociaux, environnementaux. Il dépend aussi de facteurs subjectifs, tels que l'idée négative que l'on peut se faire du progrès scientifique, la perméabilité d'une population à des thèses obscurantistes, la peur de l'autre et de l'insécurité. Ces facteurs peuvent limiter, voire interdire les avancées des sciences, des techniques et des développements technologiques. Ce système peut en outre être pour les peuples un instrument de **domination** pouvant aller jusqu'à la barbarie, ou un instrument d'**émancipation** permettant des avancées sociales et la réduction des inégalités.



pour quoi faire ?

Notre objectif est de nous engager dans une voie fondée sur la **coopération**, la **solidarité** et le **partage**. Cette conception humaniste du développement de la société exige un élargissement et un approfondissement sans précédent de la démocratie dans tous les domaines : politiques avec plus de pouvoir aux citoyens, économiques avec plus de pouvoir aux organisations syndicales et de nouveaux droits aux salariés dans les entreprises. Assurer la primauté à des objectifs sociaux immédiats tout en préparant l'avenir nécessite de s'engager dans une ambitieuse politique d'investissement, reposant elle-même sur une non moins ambitieuse politique d'investissement sur l'homme. Leur réalisation ne peut être assurée que par une création de richesse s'appuyant sur un tissu industriel dense, à reconstruire sur des bases non productivistes. Ces transformations font jouer un rôle essentiel aux deux systèmes étroitement imbriqués, SI et SE, qu'il faut libérer de leur assujettissement actuel aux critères marchands. La réussite de ces chantiers demande une augmentation considérable de diplômés de l'enseignement supérieur dans la population (la part de ceux-ci en France dans le créneau des 25-65 ans, 24%, est insuffisante, alors qu'aux USA par exemple, elle est de l'ordre de 40%). De même dans le SI il y a un important déficit en docteurs, donc en chercheurs, aussi bien dans les secteurs publics que privés.

Dans la situation présente, où il ne faut pas compter sur les entreprises privées pour s'engager spontanément sur ces critères dans la construction d'une puissante industrie, nous pouvons soumettre à discussion quelques **pistes**. Il nous paraît nécessaire de construire **un nouveau service public**, comportant un secteur industriel public et dont les objectifs et le mode de fonctionnement résulteront d'un vaste processus de participation démocratique. Dans la partie publique du SI qui inclut ce pôle industriel public, les salariés mèneraient leur activité sur poste statutaire. Certaines composantes de ce secteur pourront avoir une structure nationale, d'autres une dimension européenne (par exemple un pôle européen public pour l'énergie), voire mondiale (problèmes de l'eau, de la santé, par exemple). Compte tenu de la dégradation profonde de la plupart des domaines d'activité en France, ces secteurs publics devront ambitionner d'être à la pointe d'innovations sociales, économiques, technologiques. Ces objectifs ne pourront être obtenus que par un effort intense de recherche

fondé sur une coopération étroite et librement consentie entre tous les acteurs. Une recherche d'excellence, associée à des mesures favorisant les partenariats, les mutualisations, pourrait inciter les grandes entreprises à collaborer avec ce secteur public, sans esprit de domination et dans le strict respect de l'égalité des droits et devoirs de chacune des parties.

L'effet d'entraînement du secteur public sur les entreprises privées devrait s'accompagner de mesures intelligentes sur le crédit et la fiscalité. La création **d'un pôle financier public** regroupant des institutions financières telles que la Caisse des Dépôts et Consignations, l'OSEO, permettrait la mise en place d'une politique sélective de crédit : les crédits octroyés à une entreprise pour des investissements, pour développer la recherche, pour créer de l'emploi qualifié, auraient des taux d'intérêt abaissés, pouvant aller jusqu'à zéro ; au contraire, une entreprise qui emprunte pour spéculer serait sanctionnée. Par ailleurs, cette règle du bonus-malus est non seulement plus efficace pour le développement, mais elle est moins onéreuse pour les deniers publics que les milliards d'euros publics attribués actuellement aux entreprises. Ce pôle devrait comprendre des représentants de l'État, des élus, des représentants des syndicats, des citoyens, des chercheurs et ingénieurs. Il devrait évidemment avoir des relais régionaux et aurait aussi pour mission le contrôle des fonds publics. Prenons par exemple le cas d'une PMI qui a un projet de R & D nécessitant des actions de formation de techniciens et des investissements matériels avec recrutement d'un chercheur. Pour la réalisation de ce projet, cette PMI a besoin d'un crédit de 2 millions d'euros au taux de 4% remboursables au bout d'un an. Supposons que le pôle financier public servant de garant auprès des banques lui octroie une bonification au taux zéro : 80.000 euros seulement de fonds publics vont permettre à la PMI de lever auprès des banques les 2 millions d'euros nécessaires.

Ces pistes pour une réelle alternative au système capitaliste qui menace la survie de l'humanité tout entière, en assujettissant en premier lieu l'activité de l'esprit humain, la recherche, la production et la diffusion du savoir, sont à mettre en débat. Elles peuvent constituer les prémices de **la construction d'une nouvelle société de créativité et d'intelligence partagée**.



un programme expérimental sur une autre ressource énergétique

..... par Luc Foulquier

Répondre au besoin d'énergie

L'histoire de l'humanité est traversée par des recherches permanentes sur la production et l'utilisation des différentes formes d'énergie.

Le droit à l'énergie pour tous est une exigence. Deux milliards d'êtres humains en sont privés. Au même titre que l'eau, la santé, l'alimentation, l'énergie est un bien commun de l'humanité. Satisfaire cette demande est légitime. Mais il faut le faire dans le respect des écosystèmes, dans la réduction forte des gaspillages, dans l'économie des ressources avec un aménagement des territoires équilibré. Ce sont des luttes politiques qui permettront de se libérer de la course à la rentabilité financière et d'un mode de développement et de croissance qui cherche non à répondre aux besoins réels, mais à produire pour le profit. Pour contribuer à ce développement solidaire, le PCF propose de créer une organisation mondiale de l'environnement (OME) sous l'égide de l'ONU.

Les travaux scientifiques prouvent que le réchauffement climatique peut être enravé par la réduction des gaz à effet de serre. Il faut donc commencer à sortir de la contrainte de l'utilisation du pétrole et du gaz, utiliser plus proprement le charbon. Mais aucune source non productrice de gaz à effet de serre ne doit être écartée. Avec l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire et l'énergie nucléaire de fission, l'humanité dispose de solutions. Cela doit aller avec la mise en chantier de la 4e génération de centrales nucléaires plus sûres et bien plus économes en uranium. Le gâchis honteux du démantèlement de Super-Phénix, qui en faisant partie, est mieux estimé aujourd'hui. Mais en même temps la maîtrise publique nationale est plus que menacée par la privatisation.

Nous pouvons encore être à l'initiative pour remplir les engagements de réduction de gaz à effet de serre sur lesquels doit s'engager la France (moins 40% en 2020 par rapport à 1990).

Il est possible de réussir

Il est nécessaire de sortir l'énergie de la logique capitaliste et à court terme des marchés. On mesure la responsabilité prise par ceux qui, à gauche, ont soutenu le TCE (le PS et les Verts) qui instaure la concurrence libre et non faussée. C'est à cause de cela qu'aujourd'hui on privatise des centrales hydroélectriques, on oblige EDF à céder 25% de sa production d'électricité à prix coûtant pour « aider » la concurrence ! Comment pourra-t-on continuer à racheter l'électricité produite par les énergies renouvelables plus chère avec des taux de rentabilité très importants, sans grever les finances publiques ? Certains, comme pour la taxe carbone, souhaitent une hausse des prix pour réduire la consommation !



Il faut maintenir et renforcer la maîtrise publique grâce à la création d'un pôle public constituant le cœur de la filière de la production électrique, permettant d'organiser des synergies de l'aval à l'amont du cycle des combustibles. Aujourd'hui le gouvernement met en cause une vraie politique industrielle cohérente par le morcellement et la lutte des opérateurs. La création d'une agence européenne de l'énergie permettrait au contraire des coopérations.

Il est urgent d'investir fortement dans la formation et la recherche. Le pouvoir actuel développe une conception strictement utilitariste de la science et tend soit à se désengager, soit à mettre les moyens de la recherche au service du privé. Cela conduit à diminuer les budgets et les effectifs, à faire des « économies » partout et à ne regarder que l'immédiat, alors qu'il faut voir loin devant, comme à la libération, quand on a su créer le grand organisme de recherche qu'est le Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Avec cette vision, le **projet ITER** prend tout son sens. Situé sur le site du Centre d'études Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône, c'est une étape dans la domestication de l'énergie de fusion. Si on réussit à la capter, il suffirait de 100 kg de Deutérium et de 150 Kg de Tritium pour produire 1000 MW pendant un an. Pour obtenir le même résultat, il faut actuellement :

- 5500 éoliennes de 600 kW disponibles 30% du temps
- 100 km² de surface de panneaux solaires
- 2 600 000 tonnes de charbon
- 1 800 000 tonnes de pétrole
- 25 tonnes d'uranium enrichi à 4%

Une longue histoire

Dès 1946, des études ont débuté au Royaume-Uni ; en 1985, M. Gorbatchev propose à R. Reagan de mettre en commun les connaissances ; à partir de 1988, l'étude du projet est amorcée ; en 2003, la machine Tore Supra est construite à Cadarache. Elle obtient le record d'énergie extraite du plasma ; en 2005, les négociations sur ITER entre l'UE les USA, le Japon, le



un programme expérimental sur une autre ressource énergétique

Canada, la Russie, la Corée du Sud aboutissent au choix du site, des financements, des procédures de construction et d'exploitation.

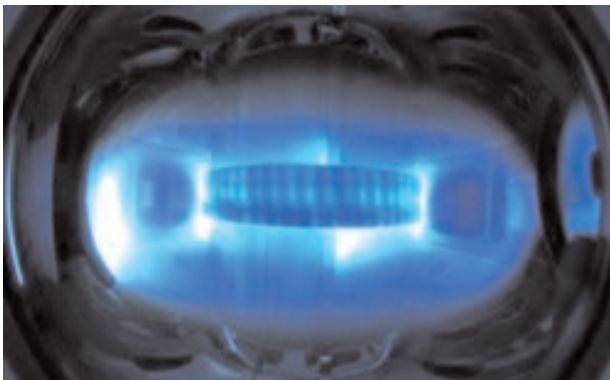
Pour que cette coopération internationale ne soit pas rejetée comme « scientifique » ou « productiviste », il faut expliquer et informer en acceptant un vrai débat sur la démarche scientifique d'ITER.

Un projet de recherche

La recherche a besoin de projets fédérateurs, de coopérations avec des retombées scientifiques, technologiques et industrielles. Cela permet de déboucher sur d'autres connaissances. Que vient faire l'argument du « tout nucléaire » dans ce débat ? Comment peut-on accuser ITER de ne pas répondre aux urgences du moment ? Les trois objectifs d'ITER sont : étudier le plasma, travailler sur le rendement énergétique et tester des technologies pour un futur réacteur. Ce projet nécessite environ 10 ans de chantier de construction et 20 ans d'exploitation de la machine. C'est avec ces échelles de temps qu'il faut raisonner.

Certes, rien n'assure que cela va réussir et le débat scientifique est permanent. Certains affirment même que des obstacles techniques avec des problèmes d'ingénierie seraient insurmontables... Ce débat est normal et nécessaire, comme il en existe sur la génétique ou les nanotechnologies. On est loin d'une démarche omnisciente qui favoriserait des conceptions anti-progress. Il est d'ailleurs assez curieux d'entendre les défenseurs des énergies renouvelables reprocher aux scientifiques de vouloir utiliser des réactions qui se produisent naturellement dans le soleil pour produire de l'énergie ! On utilise bien les courants d'air pour les éoliennes !

Les partis politiques, en matière scientifique ne peuvent avoir la prétention d'indiquer ce qui est vrai ou faux : on sait à quel degré de dogmatisme cela conduit. Sur ITER, dans un contexte à un moment donné, une décision politique internationale a été prise pour lui donner des moyens matériels et humains. Le 28 juillet dernier, tous les partenaires se sont réunis pour faire



le point d'étape, voter le budget prévisionnel, et élire le nouveau directeur en la personne du physicien reconnu Osamu Motojima. Ils disent que ce projet est bien sur les rails.

L'inconvénient du budget

La complexité d'un tel projet a un coût, mais nous savons que l'argent existe. Les programmes spatiaux coûtent également très cher. Et que dire des dépenses militaires, du coût des guerres pour maîtriser ou piller les ressources locales ? Le budget minimum est d'environ 10 milliards d'euros (4,6 pour la construction, 4,8 pour l'exploitation et 0,5 pour le démantèlement). Il est exact que la facture grimpe ! On sait qu'à de telles échelles de temps les prévisions budgétaires sont peu précises. Mais cette somme n'est pas un monstre comparée à d'autres et elle est répartie sur 30 ans au moins.

En phase d'exploitation, ITER représente 1000 emplois (2/3 des chercheurs venant de l'étranger) et environ 3000 emplois indirects en région PACA d'ici 2015. Dans son précédent mandat, la gauche avait investi autant dans ITER que dans le développement d'autres énergies. Ce n'est pas ITER qui empêche le développement de l'isolation thermique des bâtiments !

Face à la pénurie organisée, il existe un risque de division des chercheurs sur la soi-disant réduction de leur budget à cause d'ITER.

Ce projet dispose d'atouts en matière d'environnement et de sûreté. Cette fusion ne produit pas de gaz à effet de serre. Le Deutérium et le Lithium ne sont pas radioactifs. Le Tritium radioactif, très peu toxique, a une période physique courte de 12,3 ans. Les travaux récents montrent qu'aucune bioaccumulation ne peut être mise en évidence. Ce type d'installation ne peut pas exploser (sûreté intrinsèque), le combustible est abondant et bien réparti, et il n'y a pas, à proprement parler, un cycle long des combustibles comme dans le cas de la fission. Il y aura des rejets gazeux et liquides après les traitements successifs ; mais dans les conditions les plus défavorables, les personnes pourraient être exposées à des doses maximum 10 fois inférieures à la valeur réglementaire.

Il n'y a pas vraiment lieu de faire de ITER un point de crispation et de division artificielle qui ressemble plus à du clientélisme électoral qu'à la volonté de construire. D'ailleurs, pendant la campagne des élections régionales, *Europe Écologie* ne mentionnait pas dans sa profession de foi la nécessité d'arrêter ITER. Les chercheurs, ingénieurs, techniciens du monde entier qui mettent en commun à Cadarache leurs savoirs et leurs passions pour comprendre, méritent notre soutien et notre respect.



Le 3 juin 2010 a eu lieu à la Maison de la Grèce (siège de la *Communauté hellénique de Paris et des environs*) un débat intitulé : **La crise financière et la Grèce : analyses et enjeux**, avec les économistes **Frédéric Lordon** (EHSS/CNRS) et **Kostas Vergopoulos** (Paris-VIII). Cette initiative a réuni un public grec et français, plus d'une centaine de personnes, et a donné lieu à de riches échanges. Elle a été organisée par le **DIKTYO, Réseau d'associations helléniques, franco-helléniques, chypriotes et franco-chypriotes d'Île-de-France. Son président, Nikos Prantzou, astrophysicien, directeur de recherche au CNRS, parle à XYZ.**

Quelle était ta motivation pour organiser ce débat, non seulement en tant que président du Réseau, mais surtout en tant que chercheur grec qui vit et travaille en France ?

En introduction à ce débat, j'avais insisté sur le besoin que j'ai ressenti en tant que scientifique grec travaillant en France de répondre aux questions que se posaient bon nombre de mes collègues sur la crise grecque dès qu'elle a fait la une de l'actualité française. Des nombreux compatriotes ont dû ressentir la même chose à l'époque. L'initiative de DIKTYO répond justement à ce besoin de resserrer les liens avec nos amis français, dans le cadre de l'amitié franco-hellénique. Par ailleurs, l'un de ses membres est l'Association d'études des problèmes helléniques (OMEP), composée d'universitaires et chercheurs grecs qui travaillent en France, et dont les objectifs incluent la diffusion du savoir, la présentation des travaux de jeunes chercheurs, la « vulgarisation » scientifique et l'éducation populaire par des intervenants français et grecs. DIKTYO a vocation à encourager de telles initiatives et à en assurer la plus large diffusion possible, en mettant en contact les nombreuses associations helléniques et philhellènes de l'Île-de-France. L'organisation de ce débat s'inscrivait donc pleinement dans le cadre des activités de DIKTYO, sur un sujet d'une actualité brûlante.

Devant un public où les Grecs étaient majoritaires, dans les locaux de la Maison de la Grèce, les deux intervenants ont souligné le caractère « non-hellénique » de la crise. F. Lordon a même employé l'expression « déshelléniser la crise grecque ». N'est-ce pas là un oxymore ou du moins une petite provocation ?

Kostas Vergopoulos a d'emblée suggéré de donner au débat le titre général : *Répression financière ou stabilité internationale ?* Frédéric Lordon a voulu, quant à lui, avec cette expression parlante, montrer d'une part que les Grecs n'étaient en rien un peuple « particulier », comme l'ont souvent présenté les médias, attisant ainsi un certain racisme (il a même employé le terme et a dit avoir honte, en tant que Français, de la façon dont lesdits médias parlaient de la Grèce en crise), d'autre part déplacer le centre d'intérêt d'un seul pays ou d'un

groupe de pays (les fameux PIGS ou « pays-cigales ») à l'Europe tout entière. Leur intention était d'analyser les causes de la dette, qui n'a pas surgi d'un seul coup et qui risque de se creuser avec les politiques de rigueur utilisées comme remède. C'est important d'expliquer au public grec le cadre général de la crise, commencée comme une crise de la dette privée (subprimes 2007), à laquelle la dette publique est venue remédier, puisque l'État « dépensier » a secouru les banques et a bien été obligé de secourir aussi les ménages ruinés par le surendettement, le chômage, la pauvreté etc. Les particularités grecques, que nous connaissons bien, c'est-à-dire l'incapacité (ou plutôt le manque de volonté politique) d'enrayer la fraude fiscale, l'inefficacité des services publics (qui sont, chez nous, « étatiques » et changent de couleur selon le gouvernement...), les combines et autres scandales des dernières décennies, ainsi que la politique des gouvernements de droite n'ont fait qu'accélérer la crise. D'ailleurs, les deux économistes ont souligné que la bonne santé d'une économie ne doit pas être évaluée à l'aune de la seule dette publique comme le font les néolibéraux qui manquent de réflexion macro-économique, mais de l'ensemble de la dette, publique et privée. Vue sous cet angle, la Grèce n'est pas « le pays le plus endetté du monde », ni de l'Europe, puisqu'on trouve aux premières places l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Autriche, le Danemark et... la France ; elle n'est que 11e. Sa dette publique croît de 7%/an, mais celle des banques de 18%/an, tandis que le PIB de 2%/an.

On a souvent tendance, en France, à considérer les pays du sud de l'Europe comme « laxistes ». Le discours officiel au moment où la crise a éclaté était d'ailleurs assez moralisateur, comme si on voulait montrer à la Grèce « comment bien gérer ses finances ». N'est-ce pas là une façon de déplacer le problème, à l'instar du fameux slogan « il faut moraliser le capitalisme » ?

Les deux économistes ont très bien expliqué que la question n'est ni morale, ni même économique (un comble pour deux professeurs d'économie), mais bien politique. K. Vergopoulos a décortiqué la tendance du capitalisme à créer des « bulles » en incitant à dépenser, et donc en creusant la dette ; ces bulles ne sont pas au service de l'économie, elles sont dangereuses et asservissantes, puisque les activités encouragées sont uniquement celles considérées comme rentables ou concurrentielles, sans aucun rapport avec la production ou les salaires. À l'instar des USA, les ménages, nous l'avons bien vu en Grèce, n'avaient que la solution de l'endettement (puisque'ils ne gagnaient pas suffisamment d'argent pour faire marcher la machine à consommer) ; mais la bulle a éclaté, les banques se sont retrouvées surendettées, les États aussi puisqu'ils avaient auparavant pris soin de baisser les impôts (ceux des riches, bien



entendu, car le contribuable « de base », que ce soit français ou grec, n'a rien vu de tel). Mais comment voulez-vous que l'État grec renfloue ses caisses avec l'austérité qui engendre la récession ? Qui aura de l'argent pour consommer maintenant ? Et comment ne pas être d'accord, quand F. Lordon a qualifié de « mensonge » ce que disent les gouvernements, y compris celui de Giorgos Papandreou, sur l'efficacité des « plans de sauvetage », qui ramèneront l'équilibre dans... 3 ans ? Ou comment ne pas avoir un peu peur, quand il a avancé la prévision d'un défaut de paiement de la dette de plusieurs États (dont la Grèce), dans les 3 ans à venir ?

Kostas Vergopoulos a employé souvent le terme « punition ». Les néolibéraux de l'UE et du FMI qui ont imposé à la Grèce le « plan de sauvetage » ont aussi parlé de sanctions. Mais ce n'est pas dans le même esprit, on s'en doute...

Quand nos deux intervenants ont insisté sur le caractère politique du problème et donc de sa résolution, ils ont posé la question qu'on se pose souvent en Grèce en ce moment : « Qui gouverne ? », c'est-à-dire « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? ». Leur réponse était bien sûr que ce sont les marchés, non les gouvernements, qui gouvernent. Mais ça, on l'avait déjà entendu à satiété par les médias et les analystes conventionnels : « rassurer les marchés », « les marchés sont inquiets », « les marchés ont peur » etc. etc., comme s'il s'agissait de véritables êtres vivants, dotés de sentiments ou de raisonnement. En fait, K. Vergopoulos a voulu présenter le véritable visage de ces « gouvernants », celui de la répression, pour montrer leur agressivité et leur intention de détruire leurs cibles. Cette répression n'a rien de moral, elle s'inscrit dans la guerre économique, où le capitalisme veut punir les pays les plus faibles. Mais ce terme pourrait également nous renvoyer au contexte des mobilisations grecques, des manifestations et grèves massives qui ont eu lieu avant l'été : F. Lordon, dans le cadre des solutions proposées, a bien parlé de solution politique, qui pourrait résulter de la pression exercée sur les politiques par les gens qui se bougent pour se défendre, qui bravent la répression, qui refusent d'être « punis ». Et ils le seront davantage si ça continue ; K. Vergopoulos l'a expliqué, et nous l'avons, toi et moi, constaté aussi sur place pendant nos vacances cet été (commerces fermés, locaux vides, cherté des prix, gens inquiets, dans l'incertitude du lendemain...) : la « punition » sera la conséquence du « plan de sauvetage », c'est-à-dire la récession, la ruine de l'économie, et, du coup, l'augmentation de la dette dans sa globalité. C'est aussi, si l'on songe à la politique grecque depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui, le spectre de la déstabilisation politique qui se profile, comme les gens ont bien compris que « les politiques » (généralisation abusive, bien sûr) ne sont plus fiables, voire sont incapables d'accomplir leur mission, puisque ce ne sont pas eux qui gouvernent...

Justement, cet été j'ai beaucoup entendu parler des « politiques » incapables de trouver des solutions ou carrément corrompus ; j'ai aussi malheureusement constaté une certaine tendance à évoquer les colonels comme remède (« chasser les politiques qui nous ont livrés à l'étranger »). Mais de plus en plus de voix s'élèvent pour proposer des solutions.

Lorsqu'on a posé à F. Lordon la question si l'exclusion de l'Allemagne de la zone euro serait une solution, il a rétorqué qu'une telle « solution » est toujours un faux remède, puisqu'elle se base sur les mêmes stéréotypes véhiculés par le capitalisme, qui a très bien exploité la crise pour diviser les Européens : « Les Grecs sont des combinards, des fraudeurs », « les Allemands sont égoïstes » etc. Il a aussi balayé d'un revers de la main, en la qualifiant d'extrême bêtise, la solution de refinancement « orthodoxe », c'est-à-dire sur les marchés des capitaux et non au moyen de la création monétaire. Mais je me rappelle qu'il a été fort applaudi quand il a dit que « la seule solution serait la confiscation et la nationalisation des banques : les actionnaires seront ruinés, certes, mais nous vivrons », en précisant qu'il faut, dans des situations extrêmes, envisager des solutions extrêmes. Il ne semble pas envisager cela comme un « extrême », puisqu'il a aussi proposé, comme nombre d'économistes, la séparation entre banques d'investissement (« qu'elles fassent faillite, tant pis pour elles ! ») et banques commerciales, qui ne doivent pas faire faillite mais être utiles à l'économie. Leur nationalisation, selon lui, n'est pas la seule et unique mesure de sortie de crise, mais elle y contribuera grandement.

Quelles autres solutions ont été proposées ?

De façon un peu provocatrice, mais très applaudie aussi, la cessation de paiement, « la meilleure chose qui puisse arriver à un État comme la Grèce en ce moment », a dit F. Lordon. C'est l'exemple de l'Argentine qui était bien sûr dans toutes les têtes et avait été évoqué lors de la discussion. Bien entendu, les mobilisations, non seulement en tant que refus de se soumettre aux ordres des « sauveurs », mais surtout en tant que force de pression politique, comme je l'ai déjà dit. On entend en France le slogan « la peur doit changer de camp » : c'est ce qui a été dit lors de ce débat, à savoir que ceux qui ont imposé ces mesures craignent sûrement une situation insurrectionnelle en Grèce. Mais il a été clair que la solution réside dans un changement radical des politiques et des principes européens. L'Allemagne, pour des raisons historiques, a peur de l'hyper-inflation, et cette peur est communicative puisqu'elle justifie, pour les capitalistes, les mesures d'austérité. Une fois qu'on a compris les circonstances historiques et géopolitiques différentes, on pourra peut-être tenter d'expliquer aux opinions publiques que nous avons intérêt à coordonner nos actions et nos mobilisations. En tout cas, il est clair qu'il ne faut pas avoir « honte », en tant que Grecs, face à ceux qui nous demandent de leur expliquer « comment la Grèce en est arrivée là ».



PALESTINE

Dans le cadre du Forum social mondial, le prochain Forum mondial de l'Éducation se tiendra du 28 au 31.10.2010, simultanément à Ramallah, Gaza, Haïfa, Jérusalem et Beyrouth.

Il mettra en lumière les questions sociales, d'éducation, ainsi que les défis rencontrés par les personnes qui luttent pour la paix et la justice sociale à travers le monde, et plus particulièrement en Palestine.

Il réunira des éducateurs et éducatrices, enseignant-e-s, étudiant-e-s, universitaires, journalistes, syndicalistes.

Il ne sera pas seulement un espace où des personnes venues du monde entier débattront de l'éducation, mais aussi un acte de solidarité concret envers le peuple palestinien.

Pour plus d'infos :

<http://www.wef-palestine.org/fr/node/174>

ITALIE

L'archéologie, comme tant de domaines de la culture, subit les assauts du gouvernement Berlusconi, qui décrète arbitrairement quelles activités sont « utiles » et méritent financement, et quelles autres passent au régime sec.

Parmi ses dernières, la *Scuola archeologica italiana di Atene*, institution centenaire fondée en 1909-1910,

pionnière dans le domaine de l'archéologie grecque. **Pour sauver l'archéologie, la culture, pour sauver l'Italie** : voici le mot d'ordre lancé le 29.05.2010 sur le site :

<http://www.petiziononline.it/petizione/cessazione-dei-finanziamenti-alla-saia-cronaca-di-una-morte-annunciata/1363>

ROYAUME-UNI

En avril 2010, l'université de Middlesex décide arbitrairement de fermer son département de philosophie, l'un des meilleurs de la discipline. Des protestations s'ensuivent dans le pays et partout dans le monde pour maintenir ce département scientifique d'un type qui tend à disparaître : il a en effet la particularité de combiner recherche de haut niveau, enseignement spécialisé et enseignement de premier cycle, voire destiné à un public de non-spécialistes.

Cet acte est considéré comme « délibéré », destiné à faire peu à peu rayer de la carte la philoso-

phie dans l'esprit qu'elle est pratiquée à Middlesex. En même temps, la direction de l'université suspend deux professeurs et des étudiants accusés d'être les meneurs de l'occupation, très active mais bien pacifique, du site. L'un des étudiants, opposé au régime iranien, risque de perdre son titre de séjour... Malgré les protestations venues des quatre coins du monde, et malgré les « promesses » du « management » de l'université, ces suspensions n'avaient toujours pas été levées au 1er juillet.

Pour plus d'informations et pour les soutenir :

<http://savemdxphil.com/>

GRÈCE

En pleine période estivale, le gouvernement Papanou a réexaminé les autorisations de fonctionnement des établissements « universitaires » privés, les fameux colleges, que la droite avait abondamment distribués l'an dernier pour des raisons électoralistes. Jugez du résultat : seulement 10 des 50 cas examinés ont été recalés, surtout pour des questions de... non conformité des locaux ou purement administratives.

Obéissant à la directive européenne du franchising, le ministère de l'Éducation a seulement imposé comme contrainte aux heureux élus de ne plus

s'appeler « établissements universitaires », mais seulement « centres d'études post-lycée ». L'illusion d'une formation universitaire, surtout le miroir grossissant qui fait de ces magasins du savoir des « annexes » d'universités ou écoles étrangères, continuera à fonctionner pour de nombreux jeunes non reçus au concours d'entrée à l'université. Quant aux familles, en période de crise et d'austérité, elles sacrifieront tout pour l'éducation de leurs enfants.

Voilà l'adéquation entre savoir et marché : un autre aspect de « l'économie de la connaissance » ???



La commission nationale *Enseignement supérieur et Recherche* du PCF s'est réunie le vendredi 11 Juin ; elle exprime son total accord avec les orientations du document préparatoire et notamment la question de la transformation du Front de Gauche en Front populaire, social, citoyen et intellectuel ; il nous faut forger cette « Excalibur » par l'alliage de milliers de contributions citoyennes toutes décidées à jeter les bases d'une véritable politique de gauche. Au dernier Congrès, nous avons déjà souligné que la démarche scientifique, en ce qu'elle nie tout, critique tout, ET RECONSTRUIT TOUT, avait plus d'un point commun avec celle du Parti communiste français ; elle constitue un compagnon fidèle mais exigeant de toute démarche politique révolutionnaire ; elle a la même saveur sauvage, non domestiquée que le mouvement populaire.

Nous n'avons pas un mot à retrancher de ces affirmations. Notre commission formule au Congrès le vœu suivant.

Aujourd'hui, le capitalisme, après avoir créé la figure de la science asservie, donne l'exemple de la science pervertie dont Claude Allègre n'est que l'un des exemples. Le quinquennat de N. Sarkozy a commencé avec la LRU, une loi qui a été présentée comme sa réforme phare. Tous les bouleversements successifs en matière institutionnelle, notamment la réforme des collectivités territoriales, s'inspirent du même schéma.

Au moment où la classe dirigeante française joue la France « à la Corbeille », elle fait subir à la science le même sort ; à l'heure où tous les budgets publics sont mis à sac, Madame Lagarde s'écrie : « Pas touche à mon *Crédit-impôt-recherche* ! » ; 4 milliards d'euros d'argent public jetés au NASDAQ ! Pour sa part, le Parlement européen entend faire du manager, du brasseur d'affaires, la figure centrale de l'Enseignement supérieur et plus largement de tout le système éducatif en Europe.

Outre ces données connues de tous, des documents pour une part confidentiels assignent à présent à la science des USA le rôle de servir de vecteur central à la domination nord-américaine dans le monde. On peut compter sur les USA : ils s'y emploieront avec la dernière ténacité.

Dans ces conditions, la commission nationale demande au Congrès de considérer que l'Enseignement supérieur et la Recherche ne peuvent être l'appendice utile d'une politique de gauche conquérante ; n'emboîtons pas sur ce point le pas au PS, lequel, dans le cadre d'un repositionnement à gauche, entend faire « mieux le capitalisme » ; ces questions doivent compter au nombre des grandes questions structurantes qui décident d'une politique de gauche et de son succès.

Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien
75019 Paris

site : www.pcf.fr

webtv : www.alternatv.fr



événements passés...**L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PCF 27, 28 et 29 août 2010**

Olivier Gebuhrer y a participé et nous livre ses impressions.

Ambiance de lutte, ambiance de fraternité, ambiance studieuse, ambiance jeune, ambiance gastronomique, un site idéal, des conditions d'accueil remarquables, 500 participants de toute la France, voilà les quelques notes de couleur de cette fin d'été à Seignosse pour l'Université d'été du PCF. Impossible de tout parcourir ; des dizaines d'ateliers tous très suivis sur les sujets les plus divers : l'énergie ; l'imposture Allègre par Sylvestre Huet, journaliste à *Libération* ; la gauche et ses défis ; les enjeux du congrès du Parti de la gauche européenne (qui se tiendra en décembre 2010) ; la culture ; la réforme territoriale ; les enjeux européens ; les enjeux de la situation en Amérique latine ; *Un nouvel internationalisme ; qu'est-ce à dire ?* et en point d'orgue cette extraordinaire conférence du dimanche matin, intitulée : *Qu'est-ce qu'être arabe aujourd'hui ?* par le directeur de l'Institut du monde arabe ; extraordinaire, car couvrant tous les champs : histoire, géopolitique, sociologie et, par-dessus tout, une vision d'ensemble des enjeux planétaires à travers le prisme du conflit du Proche-Orient. Résumer ce monument est lui faire injure. Mais on en reparlera.

Ensuite, une séance vidéo d'archives singulières du PCF : par exemple, le Tour de France en 1936 où le journaliste note à l'arrivée que « les deux coureurs de tête arrivent ensemble, ils se tiennent par la main et refusent de se battre pour la première place ». Par exemple, cet ahurissant extrait d'archives live des Accords Matignon avec le **vrai dialogue** ; ces messieurs du Comité des Forges sont en frac et haut-de-forme ; l'un d'eux dit à Benoît Frachon qui n'a pas encore sa légendaire moustache : « Dites-nous, M. Frachon, vous avez déjà vu des exigences d'augmentation de 10% ??? »

Frachon se lève et les toise. Les membres du Comité des Forges se tassent sous son regard et ce n'est pas de l'Eisenstein : « Messieurs, avez-vous déjà vu de pareilles grèves ? Eh bien oui, quelque chose s'est passé. Vous n'allez pas accorder 10% d'augmentation, vous allez doubler, tripler, quadrupler le salaire horaire de celles et ceux que vous avez humiliés, bafoués si longtemps ; vous allez reconnaître le droit d'organisation syndicale et politique à l'entreprise ; cela ne vous est pas réservé ; vous allez accepter les deux semaines de congés payés, vous allez payer les journées de grève ; [...] »

Puis la caméra tourne un instant son regard sur Léon Blum qui assiste à cette scène : il est en deuil. Rideau.

LE QUIZ**Qui et quand a écrit ce qui suit ?**

« Les sciences forment l'un des plus magnifiques ornements de l'État et l'on ne saurait s'en passer, mais on ne doit pas les enseigner à tous sans discernement, car l'État ressemblerait alors à un corps difforme avec des yeux partout [...]. L'ignorance sied plus à la populace qu'un savoir raffiné ».

(éd. princeps Amsterdam, 1688; 1^{re} impr. en France 1764)
Armand Jean Duplessis Cardinal de Richelieu, *Testament politique*

... et à venir**LA FÊTE DE L'HUMANITÉ
10-11-12
septembre**

**section
Fac d'Orsay
stand
Fédération
Essonne
avenue
Pablo Picasso**

**deux débats****Samedi 11 à 14h : Recherche Innovation Industrie : le pôle Paris Saclay une « Silicon Valley » pour le Grand Paris ?**

Avec la participation de salariés des entreprises et des établissements de recherche concernés, et d'élus. Co-organisé avec les sections Nord-Essonne, Massy, Evry et la fédération Essonne.

Dimanche 12 à 14h : Vers une économie équitable pour un développement durable, humain solidaire et citoyen.

Avec Sylvie Mayer, responsable groupe de travail économie sociale et solidaire/commerce équitable, animatrice d'Ap2E Agir pour une économie équitable.

des animations scientifiques

Biologie : à la frontière du vivant, l'univers des microorganismes, amis et ennemis.

Venez découvrir au microscope le monde des microorganismes présents dans notre environnement. Méthodes de cultures et d'isolement vous seront présentées.

Mathématiques : au travers d'exemples simples, un aperçu de l'apport des mathématiques dans la définition de notions communément utilisées :

- Approche de la notion d'infini : discernez l'existence de plusieurs infinis
- Notion de dimension d'un objet : observez des fractales dont la dimension n'est pas entière

une librairie de vulgarisation scientifique
à votre disposition.



pour sortir des eaux glacées du calcul égoïste

Emmanuel BAROT

Révolution dans l'université : quelques leçons théoriques et lignes tactiques tirées de l'échec du printemps 200

Paris : La Ville brûle, 2010

Isabelle BRUNO**Pierre CLEMENT****Christian LAVAL**

La grande mutation : néolibéralisme et éducation en Europe

Paris : Syllepse, 2010

Michel CLAESSENS

Science et communication : pour le meilleur et le pire

Versailles : Éd. Quae, 2009

Régis DEBRAY

Un mythe contemporain : le dialogue des civilisations

Paris : CNRS Éd., 2007

Pierre HADOT

Éloge de la philosophie antique

Paris : Allia, 2009

Sylvestre HUET

L'imposteur c'est lui : réponse à Claude Allègre

Paris : Stock, 2010

Emmanuel HOOG

Mémoire année zéro

Paris : Seuil, 2009

Simone MAZAURIC

Histoire des sciences à l'époque moderne

Paris : A. Colin, 2009

Paul SINDIC

Urgences planétaires

préf. de Francis Wurtz

Paris : Le Temps des Cerises, 2010

Flore VASSEUR

Comment j'ai liquidé le siècle

Paris : les Équateurs, 2010

« L'indignation n'est pas forcément de la haine ; si elle est transmise dans le conduit approprié, elle se trouvera à un moment dans le fleuve de la résistance, de la démocratie ».

Tiré de l'article de Giorgos Stamatopoulos publié dans le quotidien grec *Eleftherotypia* le 28.07.2010

